Sébastien Fath
et Jean-Paul Willaime (dir.)

La nouvelle France protestante

Essor et recomposition au XXIe siècle

LABOR ET FIDES

Engagement social et solidarités

*Sébastien Fath**

Le 27 mai 2010, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, rendait visite à l'Institut protestant de théologie (IPT), Boulevard Arago à Paris, pour l'inauguration du Fonds Ricœur. A cette occasion solennelle, il déclara notamment ceci : « Ce n'est pas faire injure au principe de laïcité que de reconnaître dans le protestantisme une pensée de liberté et de responsabilité humaines. »[1]

Liberté et responsabilité, les deux termes n'avaient pas été choisis par hasard, à l'heure de l'hommage républicain apporté aux protestants. Car en libérant le chrétien du souci des œuvres à salut, le protestantisme n'a pas pour autant démissionné de sa responsabilité sociale. Pour le souligner, Max Weber, au début du XXe siècle, a pointé ce qu'il appelle « l'ascèse intramondaine », comme marqueur social protestant. Dans l'*Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, il soulignait que le *sola fide* des réformateurs s'est progressivement doublé de cet impératif ascétique : que la foi soit attestée par des résultats objectifs *(fides efficax)*. Suivant cette ligne, les bonnes œuvres restent nulles pour avoir le salut, mais elles sont indispensables comme signes d'élection. Le chrétien calviniste ne peut pas se décharger des imperfections de ses œuvres sur une « sainte Eglise » détentrice des secrets surnaturels de la rémission : le Dieu de Calvin réclame non pas des bonnes œuvres isolées, mais une vie toute entière de bonnes œuvres érigées en système, une transformation radicale de la vie, pour soustraire l'homme au *status naturae* et le placer dans le *status gratiae*, pour la plus grande gloire de Dieu. Comme le souligne Weber : « Dieu veut l'efficacité sociale du chrétien, car il entend que la vie sociale soit conforme à ses commandements et qu'elle soit organisée à cette fin. L'activité sociale du calviniste se déroule purement *in majorem Dei gloriam*. D'où il suit que l'activité professionnelle, laquelle est au

---

* C'est Gilbert Vincent qui était initialement prévu pour cette contribution. Un désistement de dernière heure a conduit à la réattribuer à Sébastien Fath.

1. Discours de Nicolas Sarkozy à l'Institut Protestant de Théologie (IPT) de Paris, 27 mai 2010 (extrait).

service de la vie terrestre de la communauté, participe aussi de ce caractère. »[2]

En somme, le protestant serait libéré de l'inquiétude du salut, mais pour déboucher sur une validation et une confirmation de cette libération au travers de la vocation accomplie dans le monde, par le travail et l'engagement. Comme l'a déjà souligné notamment Jean Baubérot dans plusieurs travaux[3], la petite minorité protestante française n'a pas fait exception à cette orientation conjuguant liberté et responsabilité sociale. On dispose désormais de plusieurs monographies consacrées à tel ou tel aspect de l'action sociale protestante[4]. Mais les dix premières années du XXIe siècle ont été moins auscultées. C'est pourquoi on partira d'un regard sur les dynamiques sociales protestantes au seuil de l'an 2000, en s'appuyant très largement sur une analyse publiée par Gilbert Vincent (I). On se déportera ensuite sur l'action sociale et associative protestante une décennie plus tard (II). Puis on terminera par quelques hypothèses portant sur les évolutions enregistrées dans l'intervalle (III).

I. Les dynamiques sociales protestantes au seuil de l'an 2000

Un colloque de l'Association française de sciences sociales des religions (AFSR), dont les actes ont été publiés en l'an 2000 sous la direction de Pierre Bréchon, Bruno Duriez et Jacques Ion, a permis de fournir un précieux bilan, assorti d'une réflexion critique, sur l'action sociale protestante au seuil des années 2000. Ce travail avait été réalisé par Gilbert Vincent, dans une communication au titre suivant : « Les associations protestantes d'entraide, entre charité et solidarité »[5]. Le bilan réalisé alors par Gilbert Vincent à la fin des années 1990 peut être caractérisé par trois éléments.

---

2. Max WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon/Press Pocket, 1994, p. 123.

3. On pense notamment à son étude sur le mouvement *L'Avant Garde* (Jean BAUBÉROT, *Un christianisme profane ?*, Paris, PUF, Bibliothèque de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, 1978), et aux développements qu'il consacre aux diverses variantes de christianisme social protestant dans *Le retour des huguenots*, Paris-Genève, Cerf-Labor et Fides, 1985).

4. Citons notamment Jean-Paul MORLEY, *La Mission populaire évangélique, les surprises d'un engagement 1871-1984*, Paris, Les Bergers et les Mages, 1993 ; Michel ALLNER, « L'Armée du Salut. Eglise, armée, œuvre sociale. L'adaptation d'une institution victorienne aux cultures nord-américaines et françaises au XXe siècle », thèse de doctorat, Université de Paris VII, 1994 ; Michel PARET, « L'action sociale mennonite en France au XXe siècle, approches diachronique et analytique », Paris, diplôme EPHE, 1997…

5. Gilbert VINCENT, « Les associations protestantes d'entraide, entre charité et solidarité », in : Pierre BRÉCHON, Bruno DURIEZ et Jacques ION (éd.), *Religion et action dans l'espace public*, Paris, L'Harmattan, 2000 (colloque AFSR), pp.181-195.

I.1. Un engagement social important mais clivé

Le premier constat, sur lequel passe très rapidement Gilbert Vincent, est celui d'un engagement social important, mais clivé. Il est *important*, car il s'exerce dans de multiples domaines qui vont du médico-social à l'aide d'urgence (rôle emblématique de l'Armée du Salut, mais aussi de multiples structures diaconales) en passant par l'aide aux populations migrantes et réfugiées – rôle stratégique de la CIMADE, association œcuménique d'inspiration protestante[6]. Il est *clivé*, car il est marqué par une nette différence d'approche entre évangéliques et luthéro-réformés. L'engagement protestant français d'alors s'appuie sur deux acteurs collectifs principaux.

D'une part, la Fédération de l'entraide protestante (FEP), forte à l'époque (fin des années 1990) de près de 450 membres[7]. Il s'agit de membres institutionnels, c'est-à-dire des associations à caractère social, engagées sur tous les fronts de la précarité et de la misère. Cette Fédération s'inscrit alors clairement dans une orbite réformée, et à un moindre degré luthérienne. Le second acteur collectif est l'ASEV, l'Action sociale évangélique. Il s'agit d'un mouvement plus récent, fondé en 1979, qui s'appuie d'abord et avant tout, comme son nom l'indique, sur les milieux protestants évangéliques. L'ASEV pouvait se prévaloir, au seuil des années 2000, de « près de 350 membres », toujours au sens d'acteurs associatifs, engagés dans le travail social sous diverses formes. Le constat alors établi par Gilbert Vincent est celui d'un clivage, à ses yeux considérable, entre l'approche sociale luthéro-réformée et l'approche sociale évangélique. Il n'hésite pas, dans son diagnostic, à parler de « rapports conflictuels » entre les deux branches de l'action sociale protestante, la luthéro-réformée et l'évangélique[8]. Deux logiques militantes très contrastées expliqueraient ce clivage.

6. Voir plus loin. A l'origine, Comité intermouvement auprès des réfugiés. Impulsé par la théologienne Suzanne de Dietrich, il s'était donné pour mission de départ d'accompagner les évacués d'Alsace et Moselle vers le Sud de la France. Fin 1939, il a pris le nom de CIMADE. A la demande de Marc Boegner, président de la Fédération protestante de France (FPF), Madeleine Barrot en a pris la direction. A l'occasion de ses 70 ans, la CIMADE a mis en place une exposition et organisé un colloque à Strasbourg, le samedi 26 septembre 2009, intitulé : « Inventer une politique européenne d'hospitalité ».

7. Sous ce label, la FEP n'a été créée qu'en 1985 mais elle reprend, en les reconfigurant, des formes nettement plus anciennes.

8. Gilbert VINCENT, « Les associations protestantes d'entraide, entre charité et solidarité », *op. cit.*, p. 182.

I.2. Un protestantisme luthéro-réformé axé sur des logiques de solidarité

S'appuyant sur l'héritage intellectuel riche et varié du christianisme social protestant, ausculté par ailleurs par Jean Baubérot, Gilbert Vincent pointe une spécificité de l'action sociale luthéro-réformée, qu'il présente comme axée sur des logiques de solidarité. A partir d'une étude des textes publics de la FEP, à commencer par la Charte d'entraide, il entend par accent sur la solidarité la mise en avant d'un « nous » pluriel et pluraliste, peu confessionnalisé, qui vise les facteurs structurels de la pauvreté et de l'exclusion dans une perspective résolument non prosélyte. Adossé à une riche sédimentation historique et « justiciable (...) d'un long apprentissage », suivant une belle formule de Mireille Gueissaz, « l'art d'être solidaire » reposerait ici sur une capacité de mise à distance des ancrages immédiats et des étroitesses identitaires[9]. La logique dominante serait donc une dynamique de solidarité à la fois pluraliste et déconfessionnalisée, dans ses pratiques, et soucieuse, dans son discours, des causes systémiques de la misère, non sans rappeler, sous certains aspects, les accents de la doctrine sociale de l'Eglise catholique, en particulier la dénonciation des « structures de péché » par le pape Jean-Paul II[10].

I.3. Un protestantisme évangélique axé sur des logiques de charité

A l'inverse, Gilbert Vincent souligne que « les documents émanant de l'ASEV présentent des différences sensibles, témoignant d'une plus grande hésitation à s'engager sur la voie de la sécularisation et de la banalisation du sens conféré à l'action »[11]. Par ailleurs, l'auteur souligne à juste titre que l'action sociale de type évangélique, telle qu'elle est encadrée ou accompagnée, à des degrés divers, par l'ASEV, n'apparaît pas découplée d'un souci d'ordre spirituel, et d'un accent sur la restauration individuelle. Enfin, il souligne que le mot solidarité y serait employé plus récemment qu'en milieu luthéro-réformé, tandis que le terme d'« œuvre », que Gilbert Vincent juge connoté, est souvent utilisé. A titre d'exemple, il observe ainsi qu'un

9. Mireille GUEISSAZ, « Le sentiment de solidarité sociale chez les protestants français au XIXe siècle. Le gouvernement de soi et le gouvernement des autres », in : Jacques CHEVALLIER *et al.*, *La Solidarité : un sentiment républicain ?*, Paris, PUF, 1992, pp. 26-41.

10. Voir Jean-Yves NAUDET, *La liberté pour quoi faire. Centesimus annum et l'économie*, Paris, Mame, 1992.

11. p. 193.

« dépliant de diffusion récente de l'ASEV » présente comme « caution traditionnelle, quasi suffisante »[12], le texte biblique suivant (dont il ne donne pas la référence) : « Dieu peut vous combler de toutes ses grâces afin qu'en possédant toujours en toutes choses de quoi satisfaire à vos besoins, vous ayez encore en abondance pour toutes bonnes œuvres. »[13] La conclusion portée par Gilbert Vincent est la suivante : l'action sociale évangélique apparaîtrait davantage portée par une logique de charité, au sens de la « bonne œuvre » pieuse, sans critique de fond des causes structurelles de la pauvreté, à l'inverse de la logique de solidarité propre à la FEP.

Qu'en est-il dix ans plus tard ? Avant de réexaminer les hypothèses interprétatives de Gilbert Vincent, il convient d'abord, dans un second temps, de brosser le bref tableau de l'action sociale protestante en 2010, en s'appuyant sur les données de l'enquête RGPF[14] réalisée pour l'IESR (Institut européen en sciences des religions) en juillet 2010.

II. Les dynamiques sociales protestantes en 2010

L'examen du paysage protestant français actuel confirme le dynamisme social protestant. Les annuaires de la *Fédération évangélique de France* (2009) et de la *France protestante* (2010) révèlent une très grande diversité associative, qui couvre toutes les dimensions de l'engagement social, du sport à la culture (musique, théâtre, arts visuels…) en passant par l'aide aux handicapés, le soutien scolaire, l'appui aux migrants ou l'accueil des sans-abris. Ces associations ont des durées de vie très variables. Certaines affichent une longue pérennité, d'autres s'éteignent après quelques années ou quelques décennies, une fois que leur utilité sociale n'est plus. Certaines déclinent lentement, tout en conservant leur raison sociale, tandis que d'autres, comme le CPDH, de tendance évangélique[15], particulièrement spécialisé sur les questions de bioéthique, affichent une croissance

12. Gilbert VINCENT, « Les associations protestantes d'entraide, entre charité et solidarité », *op. cit.*, p. 184.

13. La référence biblique est : 2 Co 9,8 (Bible traduction Second 1910).

14. L'enquête RGPF *(Les Reconfigurations de la Galaxie Protestante en France)*, dont le rapport a été remis en juillet 2010 à l'IESR, a mobilisé les efforts de treize chercheurs dont les noms sont mentionnés plus haut dans ce volume.

15. Comité protestant évangélique pour la dignité humaine (CPDH). Créée en novembre 1999 et dirigée par Florian Rochat et Daniel Rivaud, cette association ouverte sur le monde des médias défend une éthique évangélique fondée sur le « respect de la vie ». Devenue en peu de temps un acteur important de la scène protestante française, elle n'hésite pas à s'associer avec des groupes catholiques conservateurs pour défendre son point de vue sur les questions liées à l'avortement et (plus généralement) la bioéthique.

significative en matière de nombre d'adhérents et de capacité d'intervention.

II.1. Un large périmètre pour 20 000 emplois à plein temps.

La grande majorité des associations qui nourrissent le terreau protestant français ont conservé, à des degrés divers, un caractère confessionnel. Mais il faut souligner que le périmètre associatif ainsi répertorié dans les annuaires spécialisés déborde du terrain protestant. La plupart des associations protestantes œuvrent en direction de tous les publics, même si leur ancrage identitaire se réfère au protestantisme. D'après les chiffres fournis par la Fédération Protestante de France (FPF), il existe aujourd'hui en France (année 2010) près de 800 institutions/associations protestantes qui interviennent dans les domaines sanitaire, social et médico-social ; elles représenteraient au moins 20 000 emplois à plein temps et un montant encore plus important de bénévoles. Cet impact associatif ne sert pas seulement le public protestant : il s'adresse la plupart du temps à tous, quelle que soit leur étiquette convictionnelle, contribuant au lien social et au combat contre les précarités. Dans la ligne de cette logique de « service pour tous », il faut souligner par ailleurs que plusieurs associations nées en terrain protestant, et parfois toujours considérées comme protestantes, se sont œcuménisées et sécularisées.

II.2. De grandes œuvres sociales œcuménisées et sécularisées

C'est notamment le cas de l'ACAT et de la CIMADE. L'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) a été fondée le 16 juin 1974 dans un contexte confessionnel réformé : Hélène Engel et Edith du Tertre, les fondatrices, étaient toutes deux membres de l'Eglise réformée de France (ERF). Mais cette association loi 1901 a choisi, dès son origine, d'adopter une approche œcuménique, de plus en plus prononcée, au service d'une militance humanitaire qui se présente comme « sans distinction idéologique, ethnique ou religieuse ». Reconnue d'utilité publique le 18 octobre 1992 par décret publié au *Journal Officiel*, l'ACAT mobilise aujourd'hui, au sein de ses 10 000 militants, davantage de catholiques que de protestants[16].

La CIMADE (Comité intermouvements auprès des évacués) s'est inscrite dans la même logique œcuménique. Créée en 1939 dans le contexte

16. Voir Christophe GRANNEC, « Histoire de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), 1974-1990. De l'opposition à la torture à la défense des droits de l'Homme », Paris, thèse de doctorat EPHE sous la direction de Jean Baubérot, 1996. Voir aussi le site Internet de l'ACAT : http://www.acatfrance.fr/

des déplacements de population liés aux prodromes de la Seconde Guerre mondiale, la CIMADE s'est imposée comme un interlocuteur incontournable des pouvoirs publics en matière de gestion des populations étrangères en situation précaire et/ou irrégulière sur le territoire français. Elle apporte, en particulier, une aide juridique bénévole aux étrangers « sans-papiers ». Cette association loi 1901 a fêté ses 70 ans en 2009, année durant laquelle elle n'a cessé de rappeler son caractère œcuménique, stipulé dans la titulature d'accompagnement souvent mise en avant par la CIMADE : « Service œcuménique d'entraide ». C'est pourtant dans un contexte confessionnel protestant et réformé que la CIMADE est née, sous l'impulsion, en particulier, de Suzanne de Dietrich (1891-1981), théologienne réformée très sensible au monde associatif[17]. Mais l'éthique de responsabilité tournée vers « le prochain », quelle que soit sa confession, a conduit la CIMADE à adopter le même profil résolument œcuménique que celui de l'ACAT.

Ces deux exemples illustrent, hier comme aujourd'hui, une caractéristique culturelle du protestantisme : bien qu'étant très minoritaire (entre 2 et 4 % de la population suivant les « cercles d'appartenance » que l'on retient), il constitue un incubateur associatif au service de toute la société, en raison à la fois de sa sociologie propre (association privilégiée sur l'institution) et de son caractère minoritaire (qui pousse à s'associer avec d'autres horizons confessionnels et idéologiques pour réaliser des objectifs ambitieux).

II.3. Le rôle central de la Fédération de l'entraide protestante (FEP)

Soulignons pour finir ce panorama de synthèse le rôle majeur joué par le principal réseau qui fédère en 2010 l'activité associative protestante dans le domaine social : la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP). Cette Fédération se présente, sur son site Internet, comme le « visage de la diaconie protestante »[18]. Ce discours communicationnel renvoie à une réalité largement observable sur le terrain, même si la FEP ne fédère pas toutes les initiatives associatives protestantes dans le domaine de l'entraide. La Fédération de l'entraide protestante (FEP) se fixe comme périmètre l'objectif de lutter contre toutes les atteintes à la dignité humaine, parce que, comme le stipule sa

17. En 1914, Suzanne de Dietrich avait pris part au congrès de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants, tremplin vers des responsabilités plus larges : elle assuma de 1914 à 1935 les fonctions de secrétaire de la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (FUACE), basée à Genève.

18. Voir le site http://www.fep.asso.fr/presentation/federation/index.htm. (2010)

charte[19], « la pauvreté et les précarités, le chômage, la solitude, l'exclusion et de multiples formes de souffrance ne sont pas des fatalités » et « sont en contradiction avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et en opposition avec l'Evangile ». Créée en 1985 sur la base de moutures précédentes, reconnue d'utilité publique en 1990, elle affirme regrouper, en 2010, 360 associations et fondations, qui représentent quelque mille établissements et services dans le secteur social, médico-social et sanitaire. Son réseau national représente près de 28 000 collaborateurs, salariés et bénévoles, investis dans des actions sociales tous azimuts : accès aux soins, hébergement, insertion, logement, accueil et accompagnement des personnes dépendantes, des exclus, etc.

Pour développer un réseau de proximité sur l'ensemble du territoire, la FEP est structurée en six régions : Nord/Normandie/Ile-de-France, Rhône-Alpes/Auvergne/Bourgogne, Arc Méditerranéen, Grand Est, Sud-Ouest et Grand Ouest. Chacune dispose d'un secrétariat régional et d'un comité régional.

Pour « soutenir les associations, mobiliser le protestantisme et l'opinion publique » (dixit son site Internet), la FEP offre par ailleurs à ses adhérents des services de formation, de communication interne et externe, de liaison avec la jeunesse du protestantisme, ainsi que des sessions et rencontres sur les thèmes suivants : accueil de l'étranger, diaconats-entraides, handicap, lutte contre l'exclusion, personnes âgées, protection de l'enfance et santé. Elle constitue de très loin, en 2010, la principale interface associative du protestantisme dans le domaine de l'entraide et de la solidarité.

III. Vers une action sociale plus transversale et moins clivée ? Retour sur dix ans d'évolution

Que révèle, pour finir, la comparaison entre « l'image arrêtée » de l'action sociale protestante au seuil des années 2000, et « l'image arrêtée » établie dix ans plus tard, en 2010 ? Au moins trois analyses peuvent être portées sur les évolutions récentes, en s'attardant non pas sur ce qui reste stable et pérenne, mais sur ce qui a changé.

III.1. Logiques de regroupement et d'économie d'échelle

Le premier constat est celui d'un accroissement depuis dix ans des contraintes externes sur l'action sociale[20]. Ce processus lourd a des effets directs sur les acteurs protestants en les obligeant à une professionnalisation

19. Adoptée en 1985, dès la constitution de la FEP, elle est consultable sur le site Internet de la FEP.

20. Ces évolutions sont esquissées dès Jean-Noël CHOPART (éd.), *Les mutations du*

sans cesse accrue, mais aussi à des regroupements et des économies d'échelle. Le poids croissant des réglementations, l'impact des régulations européennes (normes, logiques d'harmonisation), les contraintes de structure ont poussé les acteurs sociaux confessionnels au rapprochement. De nombreuses associations d'entraide ont disparu ces dernières années, sans doute plus de 50 % des associations actives à la fin des années 1990. Ceci ne veut pas dire que le périmètre d'action sociale du protestantisme s'est réduit. Cela signifie qu'il s'est regroupé, restructuré en profondeur, et en un mot, qu'il s'est rassemblé, au-delà des clivages[21]. Ce qui explique en partie pourquoi l'ASEV a rejoint la FEP, ce qui rend, *de facto*, l'analyse clivante effectuée par Gilbert Vincent à la fin des années 1990 un peu dépassée dix ans plus tard, puisque la charte de la FEP, supposée trancher avec la perspective de l'ASEV, est devenue aujourd'hui celle de l'ASEV, tandis que le département formation de l'ASEV, intitulé Formasev, est même devenu le département conseil et formation de la Fédération de l'entraide protestante depuis le 1er juillet 2006.

III.2. Atténuation du clivage social évangélique / luthéro-réformés

Le second constat est celui d'une atténuation du clivage entre des évangéliques qui exercent un militantisme d'action sociale dans un cadre cultuel, mais le pensent peu hors de ce cadre, au risque de réduire l'action sociale à un outil d'évangélisation de plus, et des luthéro-réformés qui pensent et s'engagent dans l'action sociale hors cadre cultuel, mais s'investissent moins dans un cadre cultuel classique. Soyons clairs : le clivage n'a pas disparu. L'action sociale évangélique a toujours comme premier périmètre l'activité tous azimuts dans le cercle de l'Eglise locale, tandis que celle des luthéro-réformés s'appuie bien davantage sur de grandes associations spécialisées (confessionnelles ou œcuméniques) comme la CIMADE. Mais plusieurs indicateurs marquants témoignent d'une logique interne de convergence, qui ne doit rien aux contraintes externes, mais beaucoup aux recompositions du protestantisme aujourd'hui. Vingt ans après la fin de la guerre froide, les protestants évangéliques n'ont plus peur que la réflexion sociale introduise le virus communiste[22]. En divers lieux, un timide *Social Gospel* nouvelle

---

travail social. Dynamiques d'un champ professionnel, Paris, Dunod, 2000, puis développées par Jacques Ion, *Travail social à l'épreuve du territoire*, Paris, Dunod, 2005.

21. Un exemple parmi d'autres : la fusion de l'association sociale RPC Coquerel (d'inspiration réformée) avec l'ABEJ Picardie (d'inspiration baptiste). Les deux associations se rejoignent en 2004 dans une structure unifiée, l'ABEJ Coquerel, qui gère plusieurs établissements d'accueil et d'insertion sociale en Picardie et région parisienne.

22. Sur l'impact de la guerre froide sur la réévaluation à la baisse du christianisme social dans les rangs évangéliques français entre les années 1930 et les années 1970, voir

manière revoit le jour, en particulier au travers du « Défi Michée », opération de sensibilisation à l'échelle mondiale portée par l'Alliance évangélique afin d'aider les pays occidentaux à atteindre les objectifs du millénaire posés par les Nations Unies contre la pauvreté[23]. On discerne certes l'expression de beaucoup de « bons sentiments » dans ce Défi, au travers de l'écho qu'il a pris dans les Eglises locales évangéliques. Les actions concrètes qui en résultent sont plus modestes, en dehors de réunions de sensibilisation et de pétitions signées. Mais il n'est pas anodin d'observer qu'après avoir longtemps ignoré, voire dénoncé des organisations internationales comme la SDN ou l'ONU[24], beaucoup d'évangéliques n'ont plus peur d'une réflexion plus institutionnelle et globale sur la pauvreté, qui sort du discours conversionniste classique sur la restauration individuelle. Par ailleurs, du côté de l'action sociale plutôt repérée comme d'expression luthéro-réformée, la question de la dimension spirituelle possiblement apportée par le protestantisme au travers de son engagement solidaire est abordée depuis quelques années de manière plus franche, à l'image de cette journée d'échange programmée le 20 novembre 2010 par la FEP dans le Vieux temple protestant réformé de Toulouse, 70 rue Pargaminières, sur le thème suivant : « Quelle place pour l'accompagnement spirituel dans l'action sociale ? »[25]

III.3. Réévaluation du rôle de la socialisation à la confiance

Le troisième constat est celui d'une réévaluation, en particulier au travers d'enquêtes anthropologiques comme celles de Laurent Amiotte-Suchet[26], de Frank La Barbe, de Yannick Fer, du rôle des paroisses et Eglises locales

---

notamment, dans le cas baptiste, Sébastien FATH, « Les baptistes dans le Bassin houiller du Nord », in : Bruno DURIEZ, Etienne FOUILLOUX, Alain-René MICHEL *et. al.*, *Chrétiens et ouvriers en France : 1937-1970*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2001, pp. 47-61.

23. Ce Défi a été lancé en France sous la forme d'un réseau au début de l'année 2005. Voir Pierre de MAREUIL, « Le Défi Michée. Mobiliser les chrétiens contre la pauvreté », *Construire Ensemble*, juin 2005, pp. 10-11. Le nom du réseau a été choisi en référence au livre biblique du prophète vétérotestamentaire Michée, et à ce verset qui en est extrait : « On t'a fait connaître, ô homme, ce qui est bien. Et ce que l'Eternel demande de toi, c'est que tu pratiques la justice, que tu aimes agir avec bonté, et que tu marches humblement avec ton Dieu » (Mi 6,8).

24. Dans le contexte nord-américain, voir notamment Markku RUOTSILA, « Conservative American Protestantism in the League of Nations Controversy », *Church History, Studies in Christianity and Culture*, sept. 2003, pp. 593-616.

25. Affiche Fédération entraide protestante, samedi 20 novembre 2010. Le visuel montre une main tenant du terreau, où s'enracine une plante. Métaphore d'un nécessaire soubassement spirituel ?

26. Laurent AMIOTTE-SUCHET, « "Mettre Dieu dans sa vie". L'apprentissage de la confiance en soi en milieu pentecôtiste français », in : *Le protestantisme évangélique, un christianisme de conversion*, *op. cit.*, pp. 191-203.

comme lieux de socialisation à la confiance. Alain Peyrefitte, sous un autre l'angle, avait aussi souligné, dans sa thèse publiée, le rôle anthropologique du protestantisme dans l'inculcation de la confiance individuelle[27]. Plusieurs indices laissent à penser que c'est dans le cadre cultuel communautaire local, prestataire d'une offre intégratrice globale, plus que dans une association spécialisée, que cette confiance est aujourd'hui transmise aux acteurs.

Tandis que les grandes associations emblématiques de l'influence protestante se sont largement sécularisées, déconfessionnalisées, œcuménisées, à l'image de la CIMADE, de l'ACAT, de l'ABEJ[28] ou même de l'Armée du Salut, l'engagement social et solidaire spécifiquement repérable comme protestant passe peut-être d'abord, aujourd'hui, par les communautés locales, et parmi elles, beaucoup d'Eglises évangéliques. On le perçoit indirectement par le fait que les migrants choisissent en masse le cadre évangélique, et parfois aussi le cadre luthéro-réformé. Ce n'est pas uniquement par masochisme, par naïveté ou par ignorance. C'est aussi parce que le discours performatif des pasteurs, centré sur un Dieu qui guérit, fait grâce et donne la victoire, associé au capital social des « frères et sœurs en Christ », produit des effets sociaux[29]. En d'autres termes, ces communautés locales et conviviales constitueraient le cadre d'une anthropologie de la confiance, permettant concrètement à des populations fragilisées de poser les bases tantôt d'une recherche d'emploi, tantôt d'un foyer reconstruit, tantôt d'un sevrage de l'alcool ou des drogues, comme l'illustrent les très nombreux témoignages de convertis de l'Eglise pentecôtiste afro-antillaise Rencontre Espérance, à Paris[30].

Pour conclure, revenons sur cette polarité de l'action sociale protestante entre logique de solidarité et logique de charité. On soulignera que cette tension interne mise en lumière dans les années 1990 par Gilbert Vincent a conservé, dix ans plus tard, tout son intérêt, mais qu'elle mérite nuances et ajustements. Y a-t-il vraiment aujourd'hui d'un côté une « bonne solidarité », qui reposerait sur une vision panoramique des enjeux sociaux et

27. Alain PEYREFITTE, *La société de confiance. Essai sur les origines et la nature du développement*, Paris, Odile Jacob, 1995. Dans cet essai ambitieux et très fouillé, à caractère universitaire, il valorise ce qu'il appelle le « tiers facteur immatériel », celui de la religion et de la culture, et voit dans le protestantisme le principal moteur culturel de l'esprit de confiance en Europe et dans le monde, à la base du développement capitaliste moderne.

28. Association baptiste pour l'entraide et la jeunesse de Picardie (Abej), œuvre sociale protestante baptiste fondée en 1945 par le pasteur Henri Vincent.

29. Voir Sébastien FATH, « La gestion du stigmate, entre local et global : trois *megachurches* afro-caribéennes à Paris », *op. cit.*, pp. 115-135.

30. Sébastien FATH, *ibid.*, pp. 125-126.

se déclinerait de préférence en dehors d'une communauté de foi, et une « charité par défaut », dépourvue de critique sociale globale et inféodée à un cadre cultuel voué à l'évangélisation ?

Parfois oui, mais le plus souvent, dans la réalité plurielle du protestantisme actuel, les éléments s'entremêlent. Une constante demeure : une forte culture associative, qui tranche avec cette société du malaise décrite par Alain Ehrenberg[31]. Comme ce dernier l'observe lucidement, il règne encore en France, bien davantage que dans les pays voisins, l'idée selon laquelle la désinstutionnalisation des rapports sociaux s'accompagnerait nécessairement d'une psychologisation et d'une privatisation de l'existence. Avec le corrélat implicite que la vraie société, et la vraie solidarité, c'était *avant*. On peut se demander si la culture associative protestante, peu institutionnalisée mais solidaire, ne vient pas bousculer, à bas bruit, ce malaise français, et rappeler qu'on peut choisir de tourner le dos aux institutions lourdes sans tomber dans l'atomisation et le chacun pour soi.

31. Alain EHRENBERG, *La société du malaise. Le mental et le social*, Paris, Odile Jacob, 2009.